



Internationale Socialiste des Femmes

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE DES FEMMES

Réunion régionale

Marseille, France, 02 et 03 octobre 2015

LES MIGRATIONS ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE - LA CONTRIBUTION DES FEMMES À VIVRE ENSEMBLE

DÉCLARATION

En 2013, on estime que 232 millions de personnes ont migré de leur pays ou région d'origine. Près de la moitié des migrants du monde sont des femmes et des filles, une proportion qui atteint jusqu'à 70 ou 80 pour cent dans certains pays. Les migrations ont de nombreuses motivations, y compris la recherche de meilleures opportunités socioéconomiques, la fuite de persécutions religieuses ou basées sur le genre, la fuite de zones de guerre et la fuite forcée par des agresseurs violents. Enfin, les conséquences néfastes du changement climatique dans certaines régions deviennent un motif de plus en plus urgent et important des migrations humaines.

En effet, les changements climatiques ont un effet marqué sur certaines régions, sous forme de catastrophes telles que des inondations soudaines et des séismes, ainsi que des dégradations plus progressives de l'environnement, par exemple la montée du niveau des mers, l'érosion des sols et la lixiviation de nutriments essentiels des sols auparavant fertiles. L'impact de ces changements touche la capacité des petites communautés à cultiver suffisamment de récoltes pour s'alimenter ou les vendre, à trouver de l'eau propre ou à trouver des zones sûres pour construire des habitations. Les infrastructures de transport et industrielles peuvent aussi être gravement touchées par le changement climatique, jusqu'au point où les économies deviennent anémiques ou s'effondrent totalement.

Les agricultrices sont prolifiques dans de nombreux pays en développement. Selon la région, les femmes produisent entre 45 et 80 pour cent de tous les aliments cultivés. De nombreuses femmes dépendent donc de la terre pour leur subsistance et leurs moyens d'existence, et souffrent de manière aigüe des changements climatiques. Dans les communautés rurales, les femmes peuvent aussi avoir la responsabilité de la collecte de l'eau, des aliments et du combustible pour cuisiner. Ces responsabilités viennent s'ajouter au rôle de soignantes principales des enfants, aux responsabilités des tâches sociales familiales et à celles de la préparation des repas. Lorsque les ressources naturelles en aliments et en combustible se raréfient, ou exigent des trajets plus longs pour les rassembler, cela a aussi un effet affaiblissant sur la santé, la sécurité et le bien-être des femmes. Avec une mobilité, des droits décisionnels et un accès aux ressources limités, de nombreuses femmes souffrent de manière disproportionnée des impacts du changement climatique. De plus, les femmes ne sont souvent pas en mesure d'apporter leurs connaissances, leur expérience ou leurs idées quant aux solutions possibles à cause de restrictions socioculturelles, religieuses ou politiques.

Lorsque le changement climatique force des migrations, les femmes et les filles sont plus vulnérables à la violence que les hommes. La violence physique et sexuelle, la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle et le déni des droits fondamentaux sont plus souvent subis par les migrantes pendant leur trajet et à leur destination. Les refuges pour

migrants peuvent aussi être surpeuplés et intimidants pour les femmes, ce qui force les migrantes à se réfugier ailleurs en croyant souvent à tort qu'elles seront plus en sécurité.

L'ISF est profondément préoccupée par le fait que des millions de femmes et de filles migrantes n'ont pas de voix dans les décisions touchant leurs communautés, régions et pays. L'ISF est également profondément attristée de constater que les migrantes continuent à être violées, violentées et exploitées. L'ISF demande une action urgente pour protéger les droits fondamentaux, la santé, la sécurité et le bien-être de toutes les femmes et filles migrantes vulnérables.

L'Internationale socialiste des Femmes (ISF) soutient le dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement de l'ONU, octobre 2013, et le programme en huit points du Secrétaire général de l'ONU sur l'action pour les migrations. L'ISF remarque tout particulièrement les demandes pour « protéger les droits fondamentaux de tous les migrants », « éliminer l'exploitation des migrants, y compris la traite des personnes », et « renforcer les partenariats et la coopération pour les migrations ». L'ISF exprime également son soutien au travail fait par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) qui cherche à mieux faire connaître et comprendre les liens entre les migrations et le changement climatique, et à développer les actions à ce niveau. L'ISF signale spécifiquement les initiatives de la 20e conférence des parties (COP20) de la Convention cadre des Nations-Unies sur le changement climatique (UNFCCC), décembre 2014 et l'engagement déclaré par l'OIM pour : « Plaidoyer : donner une voix aux migrants environnementaux et adopter des approches basées sur les droits. »

L'ISF note avec satisfaction la 21e session de la Conférence des parties de la Convention cadre des Nations-Unies sur le changement climatique (COP21/CMP11), qui doit se dérouler à Paris en novembre et décembre 2015. COP21 se focalisera sur l'obtention d'un nouvel accord international sur le changement climatique qui sera applicable à tous les pays. L'ISF soutient fortement le but principal de cet accord, qui est de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C. L'ISF attend également avec impatience le résultat de la 22e session de la Conférence des parties (COP22) de l'UNFCCC qui se tiendra à Marrakech, au Maroc, en novembre 2016.

L'ISF est convaincue qu'il est urgent et crucial que les débats sur les politiques et les actions concernant les migrations et le changement climatique incluent les connaissances, les compétences et les perspectives des femmes. La participation des femmes est cruciale pour assurer le développement de politiques sensibles au genre, un accès égal aux technologies pour tous les genres et le développement d'initiatives tenant compte et soutenant les besoins des femmes et filles migrantes. L'inclusion des femmes dans la formulation et l'administration des politiques et pratiques de migration contribuera à assurer leur sensibilité au genre et leur égalité en matière d'accès aux ressources financières, techniques et sociales, ainsi qu'aux services de santé et d'éducation.

L'ISF affirme que la participation et la contribution actives des femmes aux processus décisionnels sont essentielles pour aider les migrants et les migrantes à s'adapter et à prospérer dans leurs nouvelles communautés. Les politiques non sexistes encouragent l'utilisation de connaissances, compétences et opinions communautaires collectives. L'ISF est convaincue que les décisions non sexistes sont bénéfiques à tous les citoyens du monde et qu'elles favorisent le désir et l'intention de vivre ensemble en harmonie.

L'Internationale socialiste des Femmes (ISF) demande à tous les gouvernements, partis membres de l'Internationale socialiste et ONG ayant des convictions et valeurs centrales similaires à celles de l'ISF, d'encourager et de soutenir la participation des femmes aux processus décisionnels des nations et des régions quant aux politiques et actions concernant les migrations rendues nécessaires par le changement climatique.

L'ISF demande une action urgente pour :

- *Promouvoir* l'inclusion et le développement de politiques sensibles au genre concernant la participation aux manifestes et documents locaux et nationaux.
- *Encourager* la participation active des femmes aux processus décisionnels locaux et nationaux.
- *Mettre en œuvre* des politiques dont le but est de changer la perception de la participation des femmes aux débats communautaires de haut niveau et locaux, notamment en ce qui concerne l'énergie, l'agriculture, le changement climatique et les migrations.
- *Remettre en question* les pratiques sexistes et discriminatoires entre les genres au sein des communautés locales et des gouvernements nationaux, notamment en ce qui concerne les débats sur l'énergie, l'agriculture, le changement climatique et les migrations.
- *Faire en sorte* que les femmes aient accès aux informations, technologies, ressources financières et sociales permettant l'expression de leurs opinions et le partage de leurs connaissances, compétences et expériences.
- *Créer* des partenariats et alliances égaux entre les genres avec des groupes locaux et nationaux et des ONG pour évoquer des idées et partager des connaissances, compétences et ressources.
- *Soutenir* l'égalité des sexes dans la nomination des dirigeants des communautés et entreprises locales, organes gouvernementaux et organisations.
